

Ould Taya, Ould Hanena et Ould Haidalla

Amar Ould Béja
(A.O.B)

L'année 2003 s'achève en Mauritanie avec le procès de Haidalla, candidat à la présidentielle du 7 novembre et de son directoire de campagne. Une année marquée par des événements qui ont profondément laissé leur empreinte sur la scène politique et sociale du pays. Des arrestations en série de Baathistes et d'Islamistes, suivies de leur libération, une remise de peine en faveur du président du Front Populaire, Chbih Ould Cheikh Mélaïnine qui bénéficia d'un passeport diplomatique octroyé par le Parlement de l'Union Européenne, une (ou deux) tentative(s) de renversement du pouvoir constitutionnelle, une élection présidentielle sous-tendue par une crise politique qui fit craindre le pire, et l'arrestation de Haidalla et de son staff.

Si les événements qui ont marqué l'année 2003 ont exercé une réelle influence sur la vie de la nation, trois hommes ont, de par leurs actions, terriblement laissé leur empreinte : un président de la République en exercice, un ancien président candidat à la succession et un baroudeur qui a voulu renverser la République un certain 8 juin 2003.

MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

Omniprésence

L'année 2003 a été pour l'homme qui veille aux destinées de la Mauritanie depuis dix neuf ans une année chaude. Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya a en effet essuyé successivement les coups de tonnerre d'une armada de chars qui a investi son Palais le 8 juin 2003. La révolte des mosquées et des idéologues du parti Baas, ainsi qu'une coalition d'hommes politiques engagés dans une bataille électorale. L'homme s'en est sorti à chaque fois plus revigoré. Les démocrates du monde entier et le peuple mauritanien lui ont été reconnaissants d'avoir sauvé les institutions de la République quand une poignée d'officiers conduite par le commandant Saleh Ould Hanena, radié du corps en l'an 2000, et le commandant Mohamed Ould Cheikhna, ont menacé ses fondements. Reconnaissants, les Mauritaniens l'ont été de ne pas avoir à vivre l'État d'urgence, synonyme d'abus et d'atteintes de leurs droits les plus élémentaires.



Sûr de lui et balayant d'un revers de main l'éclat des obus qui ont menacé sa survie politique, Ould Taya a maintenu la date de l'élection présidentielle, alors que dans les coulisses on supputait déjà sur son report. Mais le 8 juin a profondément marqué Ould Taya, au point de le pousser à prendre des mesures historiques, tel ce divorce brutal qu'il amorça au lendemain des événements avec ses plus vieux compagnons de route. Louleïd Ould Wedad, Cheikh El Avia Ould Mohamed Khouna, les colonel Ne Ould Abdel Malick, l'aide de camp Mohamed Ould Abdi, Mohamed Abderrahmane Ould Lekwar, l'ex-Secrétaire d'État à la Condition Féminine, Mintate Mint Hedeïd, la liste est longue. Tous ont été soufflés par les chars T-55. Loin de l'entourage immédiat du Président de la République. Mais le séisme qu'on attendait dans le cercle du pouvoir fut d'une faible amplitude. "Ould Taya n'a pas tiré toutes les leçons du 8 juin", entendait-on dans les coulisses. Le système a été certes ébranlé, mais il est resté solide sur son socle. Seuls quelques mini-réaménagements ont entamé sa structure, laissant d'imperceptibles fissures. Les grandes décisions attendues dans la lancée de l'ère présidentielle n'ont pas été entreprises. Les remaniements ministériels et le changement de gouvernement qui ont suivi ont été un véritable "Plouf!", amèrement digérés par la classe politique et l'opinion publique. L'administration par laquelle le mal mauritanien persiste, continue son ronron monotone. Ses dinosaures, tapis dans ses structures depuis des décennies, inamovibles et coriaces, ont recommencé à brouter comme si la République n'avait jamais tremblé. C'est dans cette atmosphère délétère au goût d'inachevé qu'interviendra le scrutin du 7 novembre.

Revigoré par l'exploit sur les putschistes qui lui valut un mouvement de soutien national, bien campé sur plus de deux décennies de réalisations socio-économiques dans un climat de paix et de développement continu, Ould Taya était "indétrônable". Surtout que de l'autre côté, la classe politique formant le conglomérat des opposants, éclatée, blasée et lessivée par des guerres de leadership, avait peu de choses à proposer aux Mauritaniens. Même l'entrée en scène de Haidalla, véritable choc psychologique pour le pouvoir en place, pesait peu devant la formidable machine qui avait mobilisé artillerie lourde et subterfuges politiques. Élu pour un troisième mandat de six ans à la tête de l'État mauritanien, Ould Taya est en passe de rentrer dans l'histoire africaine, dans le cercle des "vétérans", ceux qui totalisent plus de vingt cinq ans de pouvoir politique.

SALEH OULD HANENA

Celui qui a menacé les institutions

La tentative de putsch que Salah Ould Hanena enclencha la nuit du 8 juin 2003, la menace qu'elle fit peser sur la République et ses institutions démocratiques, la déstabilisation et le cercle de violence qu'elle allait entraîner.



Les points sont répréhensibles sur tous points de vue. L'unanimité sur ce point est largement partagée. Tant est-il vrai, qu'aujourd'hui personne ne cautionne les prises de pouvoir par la force !

Ce coup d'État-ci a cependant un particularisme. Pour la première fois dans l'histoire des putschs en Mauritanie, la DSE n'a pas évoqué l'existence d'une puissance étrangère derrière ce complot qui visait les institutions républicaines. C'est aussi la première fois que la répression a épargné l'opposition traditionnelle pour s'abattre sur l'entourage proche du Chef de l'État.

Le président Ould Taya qui dormait tranquillement sur ses lauriers, confiant en la puissance de ses services de renseignements, a été brutalement désarçonné. Alors qu'il avait depuis longtemps, troqué le complet veston contre le treillis, Hanena l'avait obligé à descendre sur le terrain des opérations, jouant au général d'armée repoussant à partir du réduit de la Garde Nationale l'assaut de l'ennemi. Cette nuit du 8 juin où il fut obligé de quitter son douillet Palais pour une pièce dénudée d'un état-major, le ramenait vingt neuf ans en arrière, au temps de la Guerre du Sahara. Le coup de Hanena et de ses amis lui fit prendre conscience de l'ampleur de la révolte qui couvait dans les casernes.

Délaissés, clochardisés et paupérisés par des chefs qui grignotent sur leurs budgets pour se bâtir des fortunes, les militaires avaient atteint le dernier degré d'obéissance attachée à leur corps. Ils revinrent du coup au centre des préoccupations de la Présidence de la République. Le dernier statut de l'Armée voté par le Parlement, l'amélioration de l'ordinaire, la création de cercles des officiers, l'amélioration des conditions de vie et de confort des unités, matérialisée par les nouveaux bâtiments équipés, construits dans l'ensemble des Régions militaire, a réconcilié l'Armée avec elle-même. Mais c'est grâce au coup fomenté par Hanena que de telles avancées ont eu lieu. Les militaires le susurrent tout bas. L'homme dans son escapade a également fait tomber un chef de gouvernement et un puissant directeur de cabinet qui faisaient depuis plus de vingt ans la pluie et le bon temps dans la République. Ould Hanena a fait vaciller le système, sans le faire tomber. Mais il a surtout renforcé la popularité de Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, à quelques encablures d'une consultation décisive. Il a fait également sentir les affres de la déstabilisation, revalorisant le goût irremplaçable de la paix civile. Pour le peuple, un seul homme pouvait leur procurer ce havre de paix, Ould Taya. Ce capital de sympathie a peut-être empêché le report d'une élection dont le bénéfice ne pouvait qu'être favorable au président sortant.

MOHAMED KHOUNA OULD HAI DALLA

Le choc d'une candidature

L'entrée brusque sur la scène politique du président de la Mauritanie des années 80, a fait vaciller le pouvoir à ce qu'il a voulu digérer le choc. Alors que sa stratégie était



concoctée à point pour affronter des adversaires conventionnels tels Ahmed Ould Daddah et Messaoud Ould Boulkheir, la candidature de Mohamed Khouna Ould Haidalla mélangeait les cartes, obligeant le PRDS et ses alliés à revoir tout leur plan de bataille. Ould Haidalla se révéla vite un gros client. Il parvint en peu de temps à réunir autour de lui des partis politiques, des mouvements, des mouvements et des associations. Mieux, il commença à grignoter dans le propre camp du pouvoir, lui arrachant des lambeaux importants de ses cadres. Un élu PRDS s'empara de sa direction de campagne, des chefs de service, des élus locaux, des tribus entières jusque-là fidèles au pouvoir basculèrent avec armes et bagages dans son escarcelle. La menace posée par Haidalla et sa Coalition pour une Alternance Pacifique (CAP) devenait de plus en plus sérieuse pour le pouvoir de Ould Taya. Les tirs croisés de la direction de campagne du président sortant, se concentrèrent alors sur lui et son équipe. Rien ne fut épargné pour le descendre. Son bilan passé fut dépoussiéré et soumis au bon souvenir du peuple, la vie privée de ses enfants rappelée à souhait. Pour finir, un plan "Grab I", fut brandi, attribuant à Haidalla et à ses compagnons, la paternité d'un renversement des institutions démocratiques par la force. Des perquisitions furent diligentées chez lui et dans les domiciles de quelques uns de ses collaborateurs, suivies de l'arrestation du directoire de campagne à deux ou trois jours du scrutin présidentiel. Le candidat et son directeur de campagne, à peine relâchés, le temps de finir avec l'élection du 7 novembre et de préparer une levée d'immunité parlementaire, et les voilà ré-empaquetés pour la prison de Baïla. Leur procès, sous le sceau de l'urgence, devancera même celui des putschistes qui croupissent pourtant depuis plus de six mois en prison. L'année s'achève ainsi avec ce jugement qui s'est achevé en queue de poisson, compromettant les changements attendus en 2004 sous le signe de la Bonne Gouvernance.